

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

F. 93 — 2903

29 NOVEMBRE 1993. — Arrêté royal déterminant les conditions d'aptitude linguistique et organisant les examens linguistiques pour les candidats à la fonction d'huissier de justice

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, notamment l'article 45, § 2, modifié par la loi du 10 octobre 1967;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 4 décembre 1990;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 25 février 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Nul ne peut être nommé huissier de justice dans les arrondissements judiciaires de Nivelles, Mons, Charleroi, Tournai, Liège, Huy, Verviers, Namur, Dinant, Arlon, Marche-en-Famenne et Neufchâteau, s'il ne justifie de la connaissance de la langue française.

Nul ne peut être nommé huissier de justice dans les arrondissements judiciaires d'Anvers, Malines, Turnhout, Louvain, Bruges, Ypres, Courtrai, Furnes, Gand, Termonde, Audenaarde, Hasselt et Tongres, s'il ne justifie de la connaissance de la langue néerlandaise.

Nul ne peut être nommé huissier de justice dans l'arrondissement judiciaire d'Eupen s'il ne justifie de la connaissance de la langue allemande et de la langue française.

Nul ne peut être nommé huissier de justice dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles s'il ne justifie de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise.

Art. 2. La justification de la connaissance linguistique est faite par un examen comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite.

Néanmoins, les récipiendaires qui ont obtenu le certificat d'études de l'enseignement secondaire du degré supérieur ou d'études reconnues équivalentes ou le diplôme de docteur ou de licencié en droit sont dispensés de l'examen justifiant de la connaissance de la langue dans laquelle ce certificat ou diplôme est rédigé.

Art. 3. Le jury chargé de procéder aux examens prévus par l'article 2 se compose d'un président, choisi parmi les conseillers d'une cour d'appel ou les magistrats d'un parquet général, et de cinq membres étant :

- un magistrat;
- un fonctionnaire du Ministère de la Justice;
- deux professeurs de l'enseignement secondaire supérieur général, dont l'un doit appartenir à l'enseignement officiel et l'autre à l'enseignement libre;
- un huissier de justice.

Les magistrats peuvent être effectifs, émérites ou honoraires.

Pour le président et pour chaque membre du jury il est nommé un suppléant.

N. 93 — 2903

29 NOVEMBER 1993. — Koninklijk besluit tot bepaling van de eisen inzake taalkennis en tot regeling van de taalexamens voor de kandidaten voor het ambt van gerechtsdeurwaarder

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, inzonderheid op artikel 45, § 2, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën van 4 december 1990;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting van 25 februari 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Niemand kan in de gerechtelijke arrondissementen Nijvel, Bergen, Charleroi, Doornik, Luik, Hoei, Verviers, Namen, Dinant, Aarlen, Marche-en-Famenne en Neufchâteau tot gerechtsdeurwaarder worden benoemd indien hij het bewijs niet levert van de kennis van het Frans.

Niemand kan in de gerechtelijke arrondissementen Antwerpen, Mechelen, Turnhout, Leuven, Brugge, Ieper, Kortrijk, Veurne, Gent, Dendermonde, Oudenaarde, Hasselt en Tongeren tot gerechtsdeurwaarder worden benoemd indien hij het bewijs niet levert van de kennis van het Nederlands.

Niemand kan in het gerechtelijk arrondissement Eupen tot gerechtsdeurwaarder worden benoemd indien hij het bewijs niet levert van de kennis van het Duits en van het Frans.

Niemand kan in het gerechtelijk arrondissement Brussel tot gerechtsdeurwaarder worden benoemd indien hij het bewijs niet levert van de kennis van het Nederlands en van het Frans.

Art. 2. Het bewijs van de taalkennis wordt geleverd door een examen dat een mondeling en een schriftelijk gedeelte omvat.

Gegadigden die het getuigschrift van hoger secundair onderwijs of van als gelijkwaardig erkend onderwijs of het diploma van doctor of van licentiaat in de rechten hebben behaald zijn echter vrijgesteld van het examen tot bewijs van de kennis van de taal waarin dat getuigschrift of dat diploma gesteld is.

Art. 3. De examencommissie die belast is met het afnemen van de in artikel 2 bedoelde examens bestaat uit een voorzitter gekozen onder de raadsheren in een hof van beroep of onder de magistraten van een parket-generaal en vijf leden, namelijk :

- een magistraat;
- een ambtenaar van het Ministerie van Justitie;
- twee leraren van het algemeen hoger secundair onderwijs, van wie er een tot het officieel onderwijs en één tot het vrij onderwijs moet behoren;
- een gerechtsdeurwaarder.

De magistraten mogen werkend-, emeritus-, dan wel eremagistraat zijn.

Voor de voorzitter en voor ieder lid van de examencommissie wordt een plaatsvervanger benoemd.

Les membres du jury sont nommés par Nous. Le membre-huissier de justice est nommé sur la proposition de la Chambre nationale des Huissiers de Justice.

Art. 4. Le Ministre de la Justice désigne un secrétaire et un secrétaire suppléant parmi les membres du jury.

Art. 5. Le président veille à la régularité des opérations; il a la police des séances d'examen.

Art. 6. Le secrétaire tient les écritures et rédige les procès-verbaux qui sont consignés dans un registre *ad hoc*.

Art. 7. Il y a annuellement deux sessions d'examen portant sur la connaissance des langues française et néerlandaise : la première s'ouvre le premier mardi du mois de mai, la seconde s'ouvre le premier mardi du mois de novembre.

Il y a annuellement une session d'examen portant sur la connaissance de la langue allemande : elle s'ouvre le premier mardi du mois de décembre.

Des sessions extraordinaires peuvent être organisées en cas de nécessité.

Le jury siège au lieu et dans le local qui est désigné par le Ministre de la Justice et aux heures à déterminer par lui.

Il se réunit tous les jours, les dimanches et jours fériés légaux exceptés.

La présence des six membres du jury est requise pour délibérer.

Art. 8. Toute demande d'inscription est adressée par lettre recommandée au Ministre de la Justice; elle indique la langue sur la connaissance de laquelle le récipiendaire entend être interrogé.

Un avis inséré au *Moniteur belge* un mois au moins avant l'ouverture de chaque session indique le délai pendant lequel les inscriptions pourront être prises.

Le Ministre de la Justice adresse la liste au président du jury qui procède dans un délai de quinze jours avec l'assistance du secrétaire, à un tirage au sort établissant l'ordre dans lequel les récipiendaires seront examinés.

Le Ministre les avertit par lettre recommandée du jour auquel ils seront appelés à se présenter.

Il devra s'écouler un délai de huit jours au moins entre le jour de l'envoi de la lettre recommandée et celui où les examens doivent avoir lieu.

Art. 9. § 1^{er}. L'épreuve orale est publique. Elle précède l'épreuve écrite.

§ 2. L'épreuve orale comporte :

1^o une conversation sur un sujet de la vie courante;

2^o la lecture à haute voix d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire rédigé dans la langue sur laquelle porte l'examen, suivie d'une interrogation sur ce texte.

Les récipiendaires sont appelés, à tour de rôle, en séance publique, selon l'ordre qui leur a été assigné par le tirage au sort.

L'épreuve orale a une durée d'une demi-heure.

Tous les récipiendaires ayant été interrogés et s'étant retirés, le jury délibère séance tenante et décide s'il y a lieu de les admettre à l'examen par écrit. Le résultat de la délibération est inscrit au procès-verbal et proclamé immédiatement en séance publique.

Si le nombre des récipiendaires est trop grand pour qu'il soit possible de procéder pour tous en une seule séance aux opérations susdites, le jury divise la liste en deux ou plusieurs séries, suivant l'ordre du tirage au sort. Le jury délibère séance tenante sur l'examen des récipiendaires de chaque série.

Art. 10. Les récipiendaires admis à l'examen écrit prennent place dans la salle suivant l'ordre du tirage au sort.

L'épreuve écrite consiste :

1^o dans la rédaction d'un exposé d'une trentaine de lignes sur un sujet de la vie courante;

2^o dans la version d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire;

3^o dans le thème d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire.

Le sujet de rédaction et le texte de la version et du thème sont différents à chaque série nouvelle de récipiendaires.

L'épreuve écrite a une durée de deux heures et a lieu sous la surveillance du jury.

De leden van de examencommissie worden door Ons benoemd. Het lid-gerechtsdeurwaarder wordt benoemd op de voordracht van de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders.

Art. 4. De Minister van Justitie wijst onder de leden van de examencommissie een secretaris en een plaatsvervangend secretaris aan.

Art. 5. De voorzitter waakt ervoor dat de werkzaamheden regelmatig verlopen; hij zorgt voor de orde tijdens de examenzittingen.

Art. 6. De secretaris houdt de geschriften en maakt de processen-verbaal op die in een daartoe bestemd register worden ingeschreven.

Art. 7. Jaarlijks worden twee zittingen gehouden over de kennis van het Nederlands en het Frans : de eerste zitting wordt geopend op de eerste dinsdag van de maand mei, en de tweede zitting op de eerste dinsdag van de maand november.

Jaarlijks wordt één zitting gehouden over de kennis van het Duits : de zitting wordt geopend op de eerste dinsdag van de maand december.

Zo nodig kunnen buitengewone zittingen worden gehouden.

De examencommissie houdt zitting in de plaats en in het lokaal aangewezen door de Minister van Justitie en op de door hem vast te stellen uren.

Zij vergadert elke dag, uitgezonderd op zondag en wettelijke feestdagen.

De aanwezigheid van de zes examinatoren is voor de beraadslaging vereist.

Art. 8. De vragen tot inschrijving worden bij ter post aangetekende brief aan de Minister van Justitie gezonden; zij vermelden de taal waarover de gegadigde wenst te worden ondervraagd.

In een bericht dat ten minste één maand voor de opening van iedere zitting in het *Belgisch Staatsblad* wordt opgenomen, wordt de termijn voor het nemen van de inschrijvingen opgegeven.

De lijst wordt door de Minister van Justitie toegezonden aan de voorzitter van de examencommissie die, bijgestaan door de secretaris, binnen vijftien dagen tot loting overgaat om de volgorde vast te stellen waarin de gegadigden zullen worden ondervraagd.

De Minister deelt hun bij aangetekende brief mede op welke dag zij zich moeten aanmelden.

Tussen de dag waarop de aangetekende brief wordt toegestuurd en de dag waarop de examens plaatshebben, moet ten minste een periode van acht dagen verlopen.

Art. 9. § 1. Het mondeling gedeelte vindt plaats in het openbaar. Het gaat aan het schriftelijk gedeelte vooraf.

§ 2. Het mondeling gedeelte bestaat uit :

1^o een onderhoud over een onderwerp uit het dagelijks leven;

2^o het luidop lezen van een gerechtelijke of buitengerechtelijke akte, gesteld in de taal waarover het examen loopt, gevolgd door een ondervraging over die tekst.

De gegadigden worden beurtelings, in de volgorde vastgesteld bij de loting, in de openbare vergadering opgeroepen.

Het mondeling gedeelte duurt een half uur.

Wanneer alle gegadigden ondervraagd zijn en zich verwijderd hebben, beraadslaat de examencommissie ter plaatse en beslist of zij tot het schriftelijk gedeelte kunnen toegelaten worden. De uitslag van de beraadslagingen wordt in het proces-verbaal vermeld en onmiddellijk in openbare zitting afgekondigd.

Is het aantal gegadigden te groot om in een enkele vergadering de voormelde verrichtingen voor allen te kunnen voltrekken, dan verdeelt de examencommissie de lijst in twee of meer reeksen, in de volgorde van de loting. De examencommissie beraadslaat tijdens de vergadering ter plaatse over het examen van de gegadigden van iedere reeks.

Art. 10. De tot het schriftelijk gedeelte toegelaten gegadigden nemen plaats in de zaal, in de volgorde vastgesteld bij de loting.

Het schriftelijk gedeelte omvat :

1^o het opstellen van een uiteenzetting van ongeveer dertig regels over een onderwerp uit het dagelijks leven;

2^o een versie van een gerechtelijke of buitengerechtelijke akte;

3^o een thema van een gerechtelijke of buitengerechtelijke akte.

Voor elke nieuwe reeks van gegadigden zijn het onderwerp van het opstellen en de tekst van de versie en het thema verschillend.

Het schriftelijk examengedeelte duurt twee uur en heeft plaats onder toezicht van de examencommissie.

Les récipiendaires ne peuvent communiquer entre eux ni se servir de livres, d'écrits ou de notes quelconques.

Après chaque série d'examens, le jury délibère, à huis clos, sur l'admission définitive du récipiendaire. Le résultat de la délibération est inscrit au procès-verbal. Celui-ci atteste que les prescriptions de la loi et du présent arrêté ont été observées. Il est revêtu de la signature du président et de tous les membres du jury qui ont procédé à l'examen. Lecture en est immédiatement donnée en séance publique.

Art. 11. Le jury ne peut prononcer que l'admission ou l'ajournement. Aucun degré de mérite ne peut être ajouté à l'admission, ni dans les procès-verbaux, ni dans les certificats délivrés par le jury.

Art. 12. Le récipiendaire qui s'est absenté, sans motif légitime, de se présenter au jour fixé ou qui, étant présent, s'est retiré sans motif légitime, est assimilé aux ajournés. L'appréciation des motifs appartient au jury.

Si'ils sont reconnus valables, le récipiendaire est autorisé à se présenter à la fin de la session.

Art. 13. Nul ne peut, sous peine de nullité, prendre part, en qualité de membre du jury, à l'examen de son conjoint, d'un parent ou d'un allié, jusque et y compris le quatrième degré.

Art. 14. Les certificats délivrés par le jury sont imprimés et rédigés conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Ils portent la signature du président et de tous les membres du jury qui ont assisté à l'examen.

Ils sont délivrés aux récipiendaires, revêtus du sceau du Ministère de la Justice et de la légalisation des signatures par un fonctionnaire délégué de ce département.

Art. 15. Le registre des procès-verbaux est clos à la fin de chaque session et remis au Ministre de la Justice.

Art. 16. Le taux des allocations de vacation du président et des membres du jury est fixé comme suit par heure de prestation (séance d'examen, réunion du jury, travail préparatoire ou de correction) :

président : 250 francs;
membres : 225 francs.

Les membres qui ne résident pas dans l'agglomération où siège le jury reçoivent une indemnité de voyage égale au prix d'un billet de chemin de fer en première classe.

Ils reçoivent aussi une indemnité de séjour allouée aux conditions prévues pour les agents de l'Etat.

Les membres du jury ont droit aux indemnités prévues pour la catégorie comprenant les rangs 10 à 14, à moins qu'ils ne puissent bénéficier des indemnités prévues pour la catégorie comprenant les rangs 15 à 17.

Si les examens ont lieu un samedi, le domicile est à considérer comme siège de la résidence administrative.

Art. 17. L'arrêté royal du 9 septembre 1935, déterminant les conditions d'aptitude linguistique auxquelles doivent satisfaire les candidats aux fonctions d'avoué et d'huissier près des diverses juridictions, modifié par l'arrêté royal du 4 novembre 1935, par l'arrêté du Régent du 31 mars 1948, par la loi du 5 juillet 1963, par l'arrêté royal du 3 mai 1967, par la loi du 10 octobre 1967 et par l'arrêté royal du 23 janvier 1976, est abrogé.

Art. 18. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

De gegadigden mogen niet met elkaar in contact treden, noch zich van boeken, geschriften of welke aantekeningen ook bedienen.

Na iedere examenreeks beraadslaagt de examencommissie met gesloten deuren over de uiteindelijke toelating van de gegadigde. Het resultaat van de beraadslaging wordt vermeld in het proces-verbaal. Daarin wordt verklaard dat de voorschriften van de wet en van dit koninklijk besluit zijn nageleefd. Het is ondertekend door de voorzitter en door alle leden van de examencommissie die het examen hebben afgenomen. Het wordt onmiddellijk in openbare zitting voorgelezen.

Art. 11. De examencommissie besluit alleen tot toelating of tot afwijzing. Geen andere beoordeling mag aan de toelating worden toegevoegd, noch in de processen-verbaal, noch in de door de examencommissie afgegeven getuigschriften.

Art. 12. De gegadigde die zich zonder wettige reden op de gestelde dag niet heeft aangemeld of de aanwezige kandidaat die zich, zonder wettige reden heeft verwijderd, wordt met de niet geslaagde kandidaten gelijkgesteld. De examencommissie oordeelt over de aangevoerde redenen.

Worden zij geldig bevonden, dan wordt aan de gegadigde toelating verleend om zich bij het einde van de zitting aan te melden.

Art. 13. Op straffe van nietigheid mag niemand lid zijn van de examencommissie bij een examen waaraan zijn echtgenoot, een bloedverwant of een aanverwant tot en met de vierde graad deelneemt.

Art. 14. De door de examencommissie afgegeven getuigschriften zijn gedrukt en opgesteld overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd model.

Zij worden ondertekend door de voorzitter en door alle leden van de examencommissie die het examen hebben bijgewoond.

Zij worden, bekleed met het zegel van het Ministerie van Justitie en met de legalisatie van de handtekening door een gemachtigde ambtenaar van dat departement, aan de gegadigden afgegeven.

Art. 15. Het register van de processen-verbaal wordt op het einde van iedere zitting afgesloten en aan de Minister van Justitie bezorgd.

Art. 16. Het bedrag van de aan de voorzitter en aan de leden van de examencommissie toe te kennen vergoedingen wordt per geprepareerd uur (examenzitting, vergadering van de examencommissie, voorbereidende werkzaamheden of verbetering) als volgt bepaald :

voorzitter : 250 frank;
leden : 225 frank.

De leden die verblijven buiten de agglomeratie waar de examencommissie zitting houdt, ontvangen een reiskostenvergoeding gelijk aan de prijs van een treinkaartje in eerste klasse.

Zij ontvangen eveneens een vergoeding voor verblijfskosten, toegerekend volgens het tarief vastgesteld voor het rijksperoneel.

De leden van de examencommissie hebben recht op de vergoeding vastgesteld voor de categorie van de rangen 10 tot 14, tenzij zij in aanmerking komen voor de vergoedingen vastgesteld voor de categorie van de rangen 15 tot 17.

Wanneer de examens op een zaterdag plaatsvinden, wordt de woonplaats als de zetel van de administratieve standplaats beschouwd.

Art. 17. Het koninklijk besluit van 9 september 1935 tot vaststelling van de voorwaarden betreffende de bekwaamheid op taalgebied welke vereist wordt van de kandidaten tot het ambt van pleitbezorger en dat van deurwaarder bij de onderscheiden rechtscolleges, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 november 1935, bij het besluit van de Regent van 31 maart 1948, bij de wet van 5 juli 1963, bij koninklijk besluit van 3 mei 1967, bij de wet van 10 oktober 1967 en bij het koninklijk besluit van 23 januari 1978, wordt opgeheven.

Art. 18. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Annexe

MODELE DU CERTIFICAT D'APTITUDE LINGUISTIQUE POUR L'EXERCICE
DE LA FONCTION D'HUISSIER DE JUSTICE

MINISTRE DE LA JUSTICE

CERTIFICAT D'APTITUDE LINGUISTIQUE POUR L'EXERCICE
DE LA FONCTION D'HUISSIER DE JUSTICE

Nous, président et membres du jury chargés de procéder à l'épreuve établie par l'article 45 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et par l'arrêté royal du 29 novembre 1993 déterminant les conditions d'aptitude linguistique et organisant les examens linguistiques pour les candidats à la fonction d'huissier de justice;

Attendu que M./Mme (nom, prénoms), né à
le, a subi avec succès l'épreuve orale et l'épreuve écrite dudit examen;

Avons constaté et certifions que M./Mme a justifié de la connaissance de la langue — néerlandaise
— française
— allemande

En foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat.

Attestons en même temps que les prescriptions de la loi du 15 juin 1935 et de l'arrêté royal du 29 novembre 1993 ont été observées.

Donné à, le

Le président du jury,

Le secrétaire,

Les membres,

Le porteur du certificat,

Vu pour légalisation des signatures de M.

Pour le Ministre de la Justice :

Le fonctionnaire délégué (nom, grade et signature) :

(Sceau du département)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 29 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Bijlage

MODEL VAN GETUIGSCHRIFT VAN TAALKENNIS VOOR HET UITOEFENEN VAN HET AMBT VAN GERECHTSDEURWAARDER

MINISTERIE VAN JUSTITIE

GETUIGSCHRIFT VAN TAALKENNIS VOOR HET UITOEFENEN VAN HET AMBT VAN GERECHTSDEURWAARDER

Wij, voorzitter en leden van de examencommissie belast met het afnemen van de proef door artikel 45 der wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken ingesteld en door het koninklijk besluit van 29 november 1993 tot bepaling van de eisen inzake taalkennis en tot regeling van taalexamens voor de kandidaten voor het ambt van gerechtsdeurwaarder;

Aangezien de heer/Mevr. (naam, voornamen), geboren te, op, voormelde proef, schriftelijk en mondeling, met goede uitslag afgelegd heeft;

Hebben vastgesteld en bevestigen dat de heer/Mevr. het bewijs heeft geleverd van de kennis van de — Nederlandse taal — Franse taal — Duitse taal

Ten blijke waarvan wij hem het tegenwoordig getuigschrift afgeleverd hebben. Bevestigen tevens dat de voorschriften der wet van 15 juni 1935 en van het koninklijk besluit van 29 november 1993 nageleefd werden.

Gegeven te, op

De voorzitter van de examencommissie,

De secretaris,

De leden,

De houder van het getuigschrift,

Gezien voor legalisatie van de handtekeningen van de heren

Voor de Minister van Justitie :

De gemachtigde ambtenaar (naam, graad en handtekening):

(Zegel van het departement)

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 29 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege : De Minister van Justitie, M. WATHELET

Anlage

MUSTER EINES ZEUGNISSES BEZÜGLICH DER SPRACHKENNTNISSE
ZWECKS AUSÜBUNG DES AMTES EINES RICHTSVOLLZIEHERSMINISTERIUM DER JUSTIZZEUGNIS BEZÜGLICH DER SPRACHKENNTNISSE
ZWECKS AUSÜBUNG DES AMTES EINES RICHTSVOLLZIEHERS

Wir, Vorsitzender und Mitglieder des Prüfungsausschusses, die mit der Abhaltung der durch Artikel 45 des Gesetzes vom 15. Juni 1935 über den Gebrauch der Sprachen in Gerichtssachen und durch den Königlichen Erlaß vom 29. November 1993 zur Festlegung der Bedingungen bezüglich der Sprachkenntnisse und zur Abhaltung der Sprachprüfungen für Kandidaten, die sich um die Stelle eines Gerichtsvollziehers bewerben, eingeführten Prüfung beauftragt sind;

In der Erwägung, daß Herr/Frau (Name, Vornamen), geboren zu
am, die obenerwähnte schriftliche und mündliche Prüfung bestanden hat;

Bestätigen und erklären hiermit, daß Herr/Frau den Nachweis der Kenntnis der — deutschen
— niederländischen
— französischen Sprache
erbracht hat.

Urkundlich dessen haben wir ihm/ihr dieses Zeugnis ausgestellt.

Außerdem bestätigen wir, daß die Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Juni 1935 und des Königlichen Erlasses vom 29. November 1993 eingehalten wurden.

Ausgestellt zu, den

Der Vorsitzende des Prüfungsausschusses,

Der Sekretär,

Die Mitglieder,

Der Inhaber/die Inhaberin des vorliegenden Zeugnisses,

Gesehen zwecks Beglaubigung der Unterschriften von

Für den Minister der Justiz :

Der beauftragte Beamte (Name, Grad und Unterschriften):

(Stempel des Ministeriums der Justiz)

Gesehen um Unseren Erlaß vom 29. November 1993 beigefügt zu werden.

ALBERT

Von Königs wegen :

Der Minister der Justiz,

M. WATHELET